

# PRISME : Envers et contre tous les agents, la marche forcée continue !

Annoncée en grande pompe le 14 octobre lors d'un CSA SPIP et par un courrier commun de la DAP et la DSJ, la poursuite du déploiement de PRISME en 2026 semble actée du côté de nos administrations. Elle a ainsi pour la première fois dévoilé un calendrier détaillé de quatre vagues entre mars et juin.

CA	SPIP	DI
Reims	Ardenne - 08	
	Marne - 51	Strasbourg
	Aube - 10	
	Charente-Maritime - 17	
Poitiers	Deux-Sèvres - 79	Bordeaux
Politiers	Vienne - 86	
	Vendée - 85	Rennes
L	Corrèze - 19	
Limoges	Creuse - 23	Bordeaux
	Haute-Vienne - 87	
	Dordogne - 24	
Bordeau	Gironde - 33	Bordeaux
×	Angoulême - 16	
	Landes - 40	
Pau	Pyrénées-Atlantiques - 64	
	Hautes-Pyrénées - 65	Toulouse
Rouen	Eure -27	Rennes
Rouen	Seine-Maritime - 76	
	Calvados - 14	
Caen	Manche - 50	
	Orne - 61	
	Côtes-d'armor - 22	
	Finistère - 29	
Rennes	Ile-et-Vilaine - 35	
	Loire-Atlantique - 44	
	Morbihan - 56	
	Maine-et-Loire - 49	
Angers	Mayenne - 53	
	Sarthe - 72	

Vague 2 : 11 mai 2026				
CA	SPIP	DI		
	Lot et Garonne - 47	Bordeaux		
Agen	Gers - 32			
	Lot - 46			
	Aude - 11			
Montpellier	Aveyron - 12	Toulouse		
Montpellier	Hérault - 34			
	Pyrénées-Orientales - 66			
	Ariège - 9			
Toulouse	Haute-Garonne - 31			
Toulouse	Tarn - 81			
	Tarn-et-Garonne - 82			
	Côte d'Or - 21	Dijon		
Dijon	Saône-et-Loire - 71	Dijon		
Dijon	Haute-Marne - 52	Strasbourg		
	Doubs - 25			
1200000	Jura - 39			
Besançon	Haute-Saöne - 70			
	Territoire de Belfort - 90			
	Indre-et-Loire - 37			
Orléans	Loir-et-Cher - 41	Dijon		
	Loiret - 45			
	Cher -18			
	Indre - 36			
Bourges	Nièvre - 58			
	Indre - 36			
Papeete	Polynésie française - 987			
ST Pierre	St Pierre et Miquelon - 975			
Saint-Denis	Mayotte - 976			
Saint-Denis	Réunion - 974			
Nouméa	Nouméa - 988	DSPOM		
Basse-Terre	Guadeloupe - 971			
Cayenne	Guyane - 973	l		
Cuycrinc				
Fort-de- France	Fort de France – Martinique - 972			

CA	SPIP	DI	
2.0	Corse du Nord - 20		
Bastia	Corse du sud - 20		
	Alpes-de-Haute-Provence - 4	Marseille	
Aix-en-Provence	Alpes-Maritimes - 6	riaiseme	
Alx-cit-i Tovelice	Bouches-du-Rhône - 13		
	Var - 83		
	Loire - 42	Lyon	
Lyon	Rhône - 69		
Grenoble	Isère38		
	Hautes-Alpes - 5	Marseille	
Obserbásio	Savoie - 73		
Chambéry	Haute-Savoie - 74		
	Ain - 1	Lyon	
	Allier - 3		
Riom	Cantal - 15		
	Haute-Loire - 43		
	Puy-de-Dôme - 63		
	Ardèche - 7		
	Vaucluse - 84	Marseille	
Nîmes	Gard - 30	Toulouse	
	Lozère - 48		

Vague 4 : 29 juin 2026				
CA	SPIP	DI		
	Eure-et-Loir -28	Dijon		
Versailles	Yvelines - 78	Paris		
	Hauts-de-Seine - 92			
	Val-d'Oise - 95			
	Yonne - 89	Dijon		
	Paris - 75	Paris		
	Seine-et-Marne - 77			
Paris	Essonne			
	Seine-Saint- Denis - 93			
	Val-de-Marne - 94			
	Nord - 59	Lille		
Douai	Pas de Calais - 62			
	Aisne - 2			
Amiens	Oise - 60			
	Somme - 80			

Les échanges lors du CSA furent pour le moins tendus comme vous pouvez le lire ici. Sur la forme déjà, avec le dévoilement du calendrier en même temps durant l'instance que par un mail adressé aux DISP. Comme d'habitude et selon la réactivité des DISP ou selon l'importance qu'elles portent au quotidien de travail des personnels en SPIP, l'information circule aléatoirement dans les services.

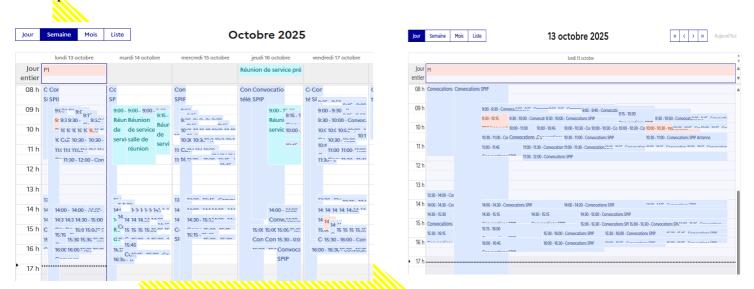
Depuis le départ, la CGT IP se montre prudente et ne cesse d'alerter la DAP sur les conséquences d'un déploiement anticipé, pour ne pas dire précipité de ce logiciel indispensable à la bonne marche des services. Si APPI est objectivement en fin de vie, nous ne pouvons pas imaginer le remplacer

par un outil qui ne fonctionne pas et va rendre impossible les actes professionnels du quotidien. Oui il faut remplacer APPI, mais pas n'importe comment et pas à n'importe quel prix!

### Pourquoi PRISME pose problème ?

Selon la DAP les problèmes relèvent de l'ergonomie, d'anomalies isolées ou encore de l'absence d'outil statistique intégré. Non! Ce qui pose problème c'est une administration incapable de voir que les collègues cobayes bataillent depuis des mois au moyen de techniques incessantes de contournement, de manipulations multiples, de pertes de données (rapports, entretiens, doubles saisies,,,), d'actes professionnels qui doivent être répétés à plusieurs reprises, aucune reprise des dessaisissements, de réponses à leurs tickets avec 7 mois de décalage... Il y aurait « deux sons de cloche » avec des collègues satisfaits et d'autres un peu moins mais rien qui les empêcherait de faire leur travail. Il est inconcevable, qu'à l'heure où les personnels des SPIP sont assommés de consignes tous azimuts à « sécuriser leurs pratiques professionnelles », l'outil qu'on leur sert soit si générateur d'insécurisation.

Autant au niveau individuel pour les CPIP, que global pour les PA ou encorne les DPIP, les fonctionnalités et la lisibilité de l'agenda pourrissent la vie des collègues de l'Est. Pendant plus d'un an la DAP n'a pas pris au sérieux les alertes et n'en a pas fait une priorité mais un simple « irritant »(sûrement un problème de budget pour le développement ?). Changement de braquet depuis juin et la mesure de la catastrophe a été entendue Vu qu'une image vaut parfois mieux que 1000 mots, voici à quoi il ressemble actuellement :



#### Agenda hebdomadaire

## Agenda quotidien

Seul problème, on nous annonce un nouvel agenda qui viendra avec une mise à jour fin février/ début mars, soit juste avant la première vague de déploiement national. Le sine qua none au déploiement n'aura donc pas le temps d'être évalué et testé en condition réelle. Là encore, le passif ne peut que rendre les agents méfiants face à la sérénité affichée de la DAP.

Le journal renommé mesure et intervention est une source d'erreur et de loupé inépuisable. Là où la DAP et l'équipe PRISME parlent de conduite du changement et d'adaptation des collègues la CGT IP persiste et signe, c'est illisible, contre-intuitif et va conduire indubitablement à des loupés et des erreurs sur les suivis.

A l'heure où la DAP multiplie les process, les référentiels, les tâches à effectuer et sort en permanence les parapluies pour se déresponsabiliser, on nous fournit un logiciel qui va multiplier les risques pour les services et plonger tous les collègues en insécurité.

Les personnels administratifs seront en première ligne de ce déploiement. Chaque transfert, dessaisissement, incarcération de probationnaire entre un site PRISME et un site APPI nécessitera une double saisine. C'est tout le dilemme dans lequel est placée la DAP d'où la volonté de resserrer le déploiement. Il est hors de question pour la CGT IP que les agents, notamment administratifs, doivent payer le prix de carences de l'administration.

De plus, la reprise de donnée s'est montrée plus qu'aléatoire entre les deux logiciels au moment de la bascule. Encore une fois, les premières victimes de ces carences seront nos collègues PA. Il est impensable que ce travail puisse être absorbé au niveau national par des équipes de PA en SPIP déjà absolument sous-dimensionnées. Des renforts RH sont indispensables, faute de quoi le bon fonctionnement des services sera durablement impacté.

La CGT IP rappelle que si le premier déploiement de PRISME a été arrêté c'était à raison ! Le logiciel n'était pas prêt et la CGT IP l'avait signalé à maintes reprises. La DAP n'a pas écouté ses personnels, elle n'a pas écouté leurs représentant.e.s et il a fallu une intervention de la DSJ pour que le carnage cesse.

## La CGT IP exige:

- Une réelle écoute et prise en compte des retours des agents ;
- Un nouveau point d'étape en début d'année ;
- Une évaluation de l'agenda mis à jour avant décision finale de déploiement;
- Le maintien d'APPI en lecture et écriture à la bascule pour pallier aux urgences sans multiplier les tâches;
- Des moyens RH débloqués en personnels administratifs pour accompagner les services.

La CGT IP n'hésitera pas à appeler les collègues à résister à cet outil dysfonctionnel qui leur est imposé en dépit du bon sens mais aussi du minimum de considération que les personnels des SPIP attendent.

Montreuil,

le 20 octobre 2025

La CGT insertion probation